



Le budget de l'État voté pour 2017

en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



**Le budget
de l'État voté
pour 2017**
en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



Évaluation des recettes perçues par l'État en 2017

(art. 50 de la loi de finances initiale pour 2017)

en millions €

RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu (produit net)	73 352
Impôt sur les sociétés (produit net)	29 127
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	10 584
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	149 266
Autres contributions fiscales	30 019
Total des recettes fiscales nettes (A)	292 348

RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Dividendes et recettes assimilées	4 587
Produits du domaine de l'État	2 465
Produits de la vente de biens et services	1 059
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	451
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 491
Divers	3 452
Total des recettes non fiscales (B)	14 505

RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B) 306 853

PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	44 374
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	18 690
Total des prélèvements sur recettes (C)	63 064

FONDS DE CONCOURS (D) 3 930

TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D) 247 719

BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours) 2 381

COMPTES SPÉCIAUX 208 448

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2017

(art. 50 de la loi de finances initiale pour 2017)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL

RESSOURCES :

Recettes fiscales brutes	401 182
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	108 834
Total des recettes fiscales nettes	292 348
Recettes non fiscales	14 505
Recettes résultant de fonds de concours	3 930
<i>A déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	63 064
Total des ressources nettes du budget général (A)	247 719

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions	427 369
Dépenses correspondant aux fonds de concours	3 930
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	108 834
Total des charges nettes du budget général (B)	322 466

SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C=A-B) - 74 747

BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	2 381
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	2 366
Solde des budgets annexes (D)	15

COMPTES SPÉCIAUX

RESSOURCES :

Ressources affectées (<i>aux comptes d'affectation spéciale</i>)	76 804
Remboursements des prêts et avances (<i>comptes de concours financiers</i>)	127 225
Excédent net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	4 419
Ressources totales des comptes spéciaux (E)	208 448

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	76 143
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	126 893
Charges des comptes spéciaux (F)	203 036
Solde des comptes spéciaux (G = E-F)	5 412



Crédits de paiement ouverts par mission en 2017 *

(art. 51, 52 et 53 de la loi de finances initiale pour 2017)

SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C+D+G) - 69 320

en millions €

MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État	3 006
Administration générale et territoriale de l'État	3 106
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3 346
Aide publique au développement	2 605
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2 537
Conseil et contrôle de l'État	649
Crédits non répartis	24
Culture	2 912
Défense	40 591
Direction de l'action du Gouvernement	1 465
Écologie, développement et mobilité durables	9 620
Économie	1 880
Égalité des territoires et logement	18 345
Engagements financiers de l'État	42 098
Enseignement scolaire	70 012
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 861
Immigration, asile et intégration	1 098
Justice	8 543
Médias, livre et industries culturelles	569
Outre-mer	2 067
Politique des territoires	706
Pouvoirs publics	991
Recherche et enseignement supérieur	26 949
Régimes sociaux et de retraite	6 308
Relations avec les collectivités territoriales	3 436
Remboursements et dégrèvements	108 834
Santé	1 266
Sécurités	19 515
Solidarité, insertion et égalité des chances	17 845
Sport, jeunesse et vie associative	729
Travail et emploi	15 458
Total pour le budget général (A)	427 369

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 135
Publications officielles et information administrative	177
Total pour les budgets annexes (B)	2 312

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Aides à l'acquisition de véhicules propres	347
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 379
Développement agricole et rural	148
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 573
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	585
Participation de la France au désendettement de la Grèce	239
Participations financières de l'État	6 500
Pensions	57 654
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	358
Transition énergétique	6 983
Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)	76 143

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	16 464
Avances à l'audiovisuel public	3 931
Avances aux collectivités territoriales	105 695
Prêts à des États étrangers	698
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	105
Total pour les comptes de concours financiers (D)	126 893

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	3 983
---	--------------

Dont :

- missions du budget général	3 930
- missions de budgets annexes	53

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)**636 700**

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2017, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.



Plafonds des autorisations d'emplois pour 2017 *

(art. 55 de la loi de finances initiale pour 2017)

EMPLOIS INSCRITS AU BUDGET GÉNÉRAL (répartis par ministère)

Affaires étrangères et développement international	13 834
Affaires sociales et santé	10 225
Agriculture, agroalimentaire et forêt	30 530
Aménagement du territoire, ruralité et collectivités territoriales	281
Culture et communication	11 189
Défense	273 280
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	1 015 602
Environnement, énergie et mer	29 103
Economie et finances	141 302
Intérieur	285 374
Justice	83 216
Logement et habitat durable	12 288
Outre-mer	5 505
Services du Premier ministre	11 631
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	9 523
Total pour le budget général	1932 883

BUDGETS ANNEXES

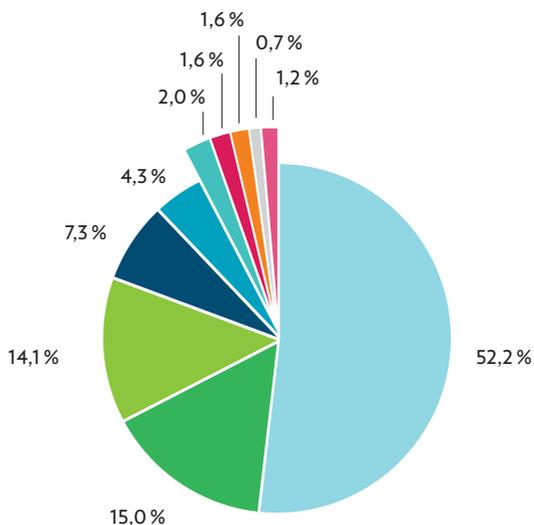
Contrôle et exploitation aériens	10 679
Publications officielles et information administrative	763
Total pour les budgets annexes	11 442

TOTAL GÉNÉRAL

1944 325

* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;
- par budget annexe.

Répartition des 1 944 325 emplois de l'État autorisés pour 2017 *

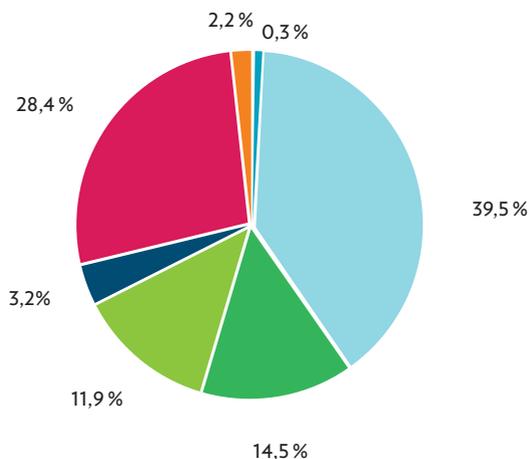


- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (1015,6)
- Intérieur et outre-mer (290,9)
- Défense (273,3)
- Économie, industrie et finances (141,3)
- Justice (83,2)
- Environnement, énergie, transports et mer (39,8)
- Affaires sociales, santé, logement et travail (32,0)
- Agriculture, agroalimentaire et forêt (30,5)
- Affaires étrangères (13,8)
- Autres ministères (23,9)

* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est le millier d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 1 944 325 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, environ 398 700 ETPT des opérateurs de l'État (art. 56 de la loi de finances initiale pour 2017), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 163 000), ceux des établissements publics de recherche (75 000), ceux de Pôle emploi (47 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (15 000) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (14 000).

Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2017 *



- Dotations des pouvoirs publics (1,0)
- Dépenses de personnel (138,4)
- Dépenses de fonctionnement (50,7)
- Charges de la dette de l'État (41,6)
- Dépenses d'investissement (11,2)
- Dépenses d'intervention (99,6)
- Dépenses d'opérations financières (7,6)

* Selon les titres définis par l'art. 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Le présent graphique répartit entre titres 350,1 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2017 au budget général (427,4 Md€) et sur comptes d'affectation spéciale (76,1 Md€), diminué de 108,8 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts et de 44,6 milliards d'euros de crédits de pensions inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.

Rédaction : Bureau des lois de finances, direction du Budget
Maquette : Sircom - Janvier 2017

